

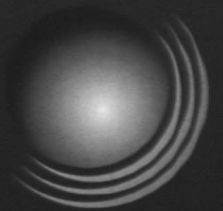
doc  
CA1  
EA365  
2003N12  
FRE



# La NCAD: Défense et dissuasion dans un monde post-ABM

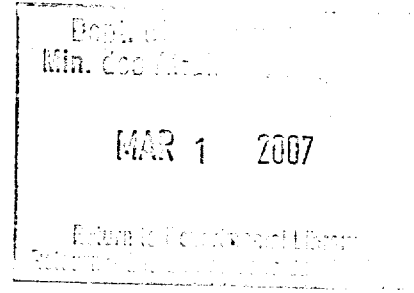
**CARL CAVANAGH HODGE**

**PRISI**  
PROGRAMME  
DE RECHERCHE ET  
D'INFORMATION  
DANS LE DOMAINE  
DE LA SÉCURITÉ  
INTERNATIONALE



**ISROP**  
INTERNATIONAL  
SECURITY  
RESEARCH AND  
OUTREACH  
PROGRAMME

# La NCAD : Défense et dissuasion dans un monde post-ABM



**Carl Cavanagh Hodge**

Programme de recherche et d'information dans le domaine de la sécurité internationale

Direction générale de la sécurité internationale

JANVIER 2003

17-956621

## **Préface**

Les vues et positions exprimées dans cette étude sont uniquement celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues et positions du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ou du Gouvernement du Canada.

Le Programme de recherche et d'information dans le domaine de la sécurité internationale (PRISI) de la Direction générale de la sécurité internationale a supporté financièrement la rédaction de cette étude dont la version finale a été rédigée en août 2002.

Le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international tient à remercier l'auteur: le Pr. Carl Cavanagh Hodge, du Collège Okanagan.

Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international  
125 Promenade Sussex  
Ottawa, Ontario, Canada

## Résumé

Le régime NCAD ne voit pas de menace inhérente dans la perspective d'un système national de défense antimissile actuellement développé aux États-Unis. Les changements radicaux survenus dans le milieu de la sécurité internationale suite à la guerre froide font qu'il est impossible pour les États-Unis et leurs alliés de compter uniquement sur la dissuasion pour éviter un conflit militaire majeur. Compte tenu de la prolifération alarmante de la technologie balistique et de la technologie des missiles de croisière au cours de la dernière décennie, une combinaison défense-dissuasion constitue le meilleur moyen d'éviter un conflit et de stimuler les engagements multilatéraux de non-prolifération. Le système de défense antimissile est appelé à devenir un élément vital de la sécurité internationale tant du point de vue stratégique qu'opérationnel. À court terme, ses technologies peuvent contribuer à la paix dans le monde en assurant la sécurité des opérations multilatérales de soutien de la paix. À long terme, il y a aussi la possibilité que les technologies de surveillance inhérentes à un système de stratégie de défense balistique puissent contribuer à une meilleure transparence et à la création d'une confiance au sein des adversaires potentiels – ce qui réduirait nettement l'attrait des missiles offensifs et de leurs capacités.

## **I- La menace des missiles**

En décembre 2001, la décision de l'administration Bush de se retirer du Traité sur la limitation des systèmes antimissiles balistiques (ABM) de 1972 et de commencer l'élaboration du système national de défense antimissile (NMD)<sup>1</sup> est le reflet d'une perte fondamentale de confiance dans la logique d'une dissuasion sous-jacente à la stratégie nucléaire des États-Unis envers l'Union soviétique durant la presque totalité de la guerre froide. C'est probablement le changement le plus important dans la sécurité globale depuis le début de la course aux armes nucléaires, avec des implications énormes sur le régime international de non-prolifération, de contrôle des armements et de désarmement (NCAD). Les vingt ans de débat sur la défense balistique aux États-Unis laissaient prévoir la décision de Bush, mais la défense nationale antimissile (NMD) est devenue plus pertinente avec les attaques terroristes du World Trade Center et du Pentagone le 11 septembre 2001.

Les attaques, sans précédent quant à la méthode d'exécution et à l'impact, étaient presque tout à fait inattendues pour les partisans de la défense antimissile. Malgré tout, au cours de la dernière décennie, la prolifération internationale de la technologie de l'armement balistique, a sans cesse inquiété les États-Unis. Cette inquiétude a pris de l'ampleur quand on a appris que la Chine et la Russie avaient vendu des missiles balistiques à de nombreux États en Asie et au Moyen-Orient, dont certains comme la Corée du Nord ont commencé à fabriquer des missiles et à développer des technologies pour l'exportation. Les craintes ont augmenté quand les États qui ont acheté de tels systèmes de vecteurs travaillaient à fabriquer des armes de destruction massive (ADM)<sup>2</sup>. La Corée du Nord, l'Iran et la Libye ont aujourd'hui des missiles qui pourraient porter des ADM; celles-ci pourraient au moins toucher les alliés des États-Unis au Moyen-Orient et en Europe, à défaut d'atteindre l'Amérique du Nord. Au milieu des années 90, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a soutenu que la Corée du Nord retraitait de l'uranium pour fabriquer des armes nucléaires. Répondant à cette accusation, Pyongyang a expulsé les inspecteurs, a fait une menace de guerre et a dénoncé l'AIEA. Puis, en 1998, l'Inde et le Pakistan ont testé des armes nucléaires, apportant un appui de taille aux partisans de la défense antimissile qui doutaient de l'importance des accords de contrôle des armements pour la paix internationale<sup>3</sup>.

Pendant la guerre du golfe Arabo-Persique en 1991, l'Iraq a lancé des missiles Scud contre Israël afin de forcer Tel-Aviv à répliquer militairement et ainsi briser la coalition entre les États arabes

et ceux de l'Ouest<sup>4</sup>. Tandis qu'une étude de 1989 sur l'Asie du Pacifique portait sur la présence soviétique et très peu sur les capacités balistiques des Chinois et des Nord-Coréens, les attaques de missiles irakiens pendant la guerre du Golfe ont discrédité les arguments traditionnels contre la défense antimissile. On a vu des pays du Tiers-Monde faire l'acquisition de la technologie des missiles, qui étaient prêts à s'en servir dans un conflit régional, et probablement peu concernés par la valeur de dissuasion des forces nucléaires américaines qui avaient tenu l'Union soviétique à distance. L'Iraq n'a été détourné ni de l'invasion du Koweït par le calcul de la riposte américaine ni de son attaque sur Israël avec des missiles balistiques malgré les moyens nucléaires de celui-ci et sa réputation de riposte rapide. Henry Kissinger, un des principaux architectes du Traité ABM, a affirmé qu'à la lumière de la guerre du Golfe « il faut réexaminer les limitations imposées à la défense stratégique » parce que « dorénavant aucun chef responsable ne peut, de façon volontaire, laisser sa population vulnérable<sup>5</sup> ». Les événements qui ont eu lieu depuis la fin de la guerre froide ont fait comprendre deux faits à l'équipe de penseurs de Washington qui appuient la défense antimissile :

- La politique de dissuasion pratiquée par les États-Unis vis-à-vis de la superpuissance soviétique pendant la guerre froide ne peut s'appliquer aux pays du Tiers-Monde armés de missiles balistiques, non pas que leurs chefs soient moins « réfléchis » que ceux de l'Union soviétique mais plutôt parce que les rapports bilatéraux développés par les superpuissances aux niveaux de l'attention mutuelle, de la communication et de la compréhension sont fort improbables entre les États-Unis et les différents régimes qui possèdent des missiles balistiques.
- Le génie de la prolifération est sorti du sac. La prolifération mondiale de la technologie balistique ainsi que celle des ADM se sont déjà produites de façon alarmante, tout cela en dépit d'accords de non-prolifération tels que le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 1970, la Convention sur les armes biologiques (BWC) de 1972, le Régime de contrôle de la technologie relative aux missiles (RCTM) de 1987 et la Convention sur les armes chimiques (CAC) de 1993.

En d'autres termes, la défense antimissile est considérée par ses partisans comme une réponse à un contexte de la sécurité déjà modifié à la base plutôt qu'une politique devançant un changement radical<sup>6</sup>. Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 contre des cibles civiles et militaires à New York et à Washington justifient cette perception plutôt que de l'ébranler. Même si la défense antimissile ne pouvait prévenir les attaques, celles-ci ont intensifié l'engagement de l'administration Bush vis-à-vis de la sécurité nationale contre toute une gamme de menaces, dont

une attaque aux missiles. En associant le système NMD à la sécurité du territoire, l'administration Bush a pu obtenir 7,8 milliards de dollars pour la défense antimissile dans le plus récent Defence Authorization Bill<sup>7</sup>.

Il est important de noter que la détermination des États-Unis de mettre sur pied une défense antimissile a survécu à trois administrations, démocrate et républicaine, depuis que le président Reagan a lancé l'Initiative de défense stratégique en 1983. Une quatrième administration lui donne actuellement une nouvelle vigueur. La défense antimissile a aussi acquis de la crédibilité à l'extérieur des États-Unis. L'U.K. Missile Proliferation Study Group, présidé par lord Chalfont, mentionne que « le gouvernement n'a pas trouvé de réponse à la menace antimissile à laquelle sont de plus en plus exposés les grands centres urbains britanniques »; le rapport du groupe d'étude a critiqué le *Strategic Defense Review* de la Grande-Bretagne en 1998 pour n'avoir pas eu une vue plus holistique des intérêts divers de la sécurité de la nation et a soulevé « de sérieuses questions, à savoir si les forces d'intervention britanniques pourraient être utilisées contre un ennemi armé de missiles avec des ADM<sup>8</sup> ». Au printemps 2001 le secrétaire au Foreign Office Robin Cook a défendu l'appui de son gouvernement pour les projets de défense antimissile en faisant remarquer que les pays les plus concernés par la prolifération n'étaient déjà plus au diapason du régime TNP. Depuis, le Secretary of Defence, Geoff Hoon, a révélé que le gouvernement Blair a des idées parallèles à celles de l'administration Bush<sup>9</sup>.

La grande visibilité du système NMD dans les objectifs de défense de l'administration Bush lui donne la part du lion de l'attention publique et en fait la plupart du temps l'objet d'un débat mal informé et controversé. Cependant, la défense contre les missiles de théâtre (TMD)<sup>10</sup> est plus urgente et plus importante à deux égards. Premièrement, c'est dans la TMD que les technologies disponibles et émergentes s'approchent d'une réponse pertinente aux menaces existantes plutôt que d'élaborer une vision de sécurité vis-à-vis de menaces potentielles. Deuxièmement, la TMD est peut-être essentielle à la viabilité des missions expéditionnaires de soutien de la paix entreprises par la communauté internationale au lendemain de la guerre froide et pour lesquelles la participation ou l'appui américain a été vital, puisque « la politique étrangère et la politique de sécurité nationale des États-Unis dans les zones de conflits rencontreront dorénavant de sérieuses difficultés sans la défense antimissile<sup>11</sup> ». La « stratégie sud » de l'Alliance dans la Méditerranée pourrait aisément être menacée par les États dans « l'arc de crise » qui parcourt le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord<sup>12</sup>. De plus, la TMD représente un « premier empiètement » de la défense

antimissile en tant que volet initial de l'« architecture en couches » en matière de défense antimissile que Washington entreprend présentement.

## II- Symbiose de dissuasion et de défense

La préoccupation des États-Unis pour la défense antimissile est de beaucoup supérieure à celle de leurs alliés car elle est le résultat d'un demi-siècle de réflexion sur les périls d'une guerre nucléaire entre les superpuissances. À la fin des années 60 et au début des années 70, Moscou et Washington ont étudié des systèmes de défense contre les missiles, mais ont rejeté cette option pour des raisons à la fois de philosophie stratégique et d'application technique. Les États-Unis ont adhéré officiellement à la doctrine de destruction mutuelle assurée (MAD), d'après laquelle la paix entre les superpuissances était fondée sur la vulnérabilité des deux parties à la destruction nucléaire, quel que soit celui qui attaque le premier<sup>13</sup>.

Le Traité sur les missiles antimissiles balistiques (ABM) de 1972 symbolisait l'impasse des superpuissances représentée par la doctrine de MAD. Ce qui rendait attrayante la doctrine était le fait que la technologie du moment était trop élémentaire pour permettre un système de défense efficace. En 1983, lorsque l'administration Reagan a dévoilé l'Initiative de défense stratégique (IDS), la MAD et le Traité ABM ont été examinés minutieusement et encore pour des raisons philosophiques et pratiques. La réflexion sclérosée concernant le Traité ABM portait à croire que l'IDS était radicale, car comme Colin Gray l'a bien compris à l'époque, « c'était la première fois en plus de 20 ans qu'un président souscrivait à l'idée de défendre le pays<sup>14</sup> ». L'administration voyait d'un oeil sceptique les accords sur le contrôle des armements, mais en plus elle a accusé Moscou d'avoir violé le Traité ABM et, ce faisant, le principe de vulnérabilité mutuelle sur lequel était basé le traité<sup>15</sup>. En même temps, l'apparition des technologies laser et des faisceaux de particules, des calculateurs de gestion de bataille à haute vitesse et des optiques de grande qualité avaient rendu le développement de systèmes de défense antimissiles stratégiques et tactiques plus convainquant que cela n'avait été le cas dix ans plus tôt. L'élan politique derrière l'IDS a diminué à mesure que l'administration Reagan et la guerre froide tiraient à leur fin. La première administration Bush et l'administration Clinton ont toutes deux diminué les ressources consacrées à la défense stratégique et en ont reclassé les priorités.

Néanmoins l'évolution continue des nouvelles technologies a nourri aux États-Unis une communauté sachant s'exprimer dans le domaine de la politique de défense. Puisque



l'engagement initial aux ABM (missiles antimissiles balistiques) était la conséquence des limitations technologiques du moment, une philosophie stratégique appuyant une défense antimissile et une révolution dans les nouvelles technologies s'encourageaient l'une l'autre. À la fin de 1989, les chercheurs sur la sécurité débattaient la défense antimissile en tenant compte de l'importance grandissante de la Chine et des mesures de sécurité éventuelles au sujet du Japon, de la Corée du Sud et de Taïwan<sup>16</sup>. Leurs craintes ont été confirmées quand en mars 1996, la Chine a essayé d'intimider Taïwan en poursuivant des tests dans le détroit de Taïwan. L'administration Clinton a senti la nécessité d'expédier dans cette région un détachement naval spécial pour répliquer aux menaces de Beijing<sup>17</sup>. D'ailleurs, comme la Corée du Nord, la Chine agissait en tant qu'agent de prolifération de missiles. Au début des années 90, l'administration Clinton a exercé des pressions économiques pour forcer Beijing à se plier au RCTM, mais n'a connu que peu de succès pour ce qui est d'amener Beijing à se conformer aux « paramètres » du régime. Suite aux attaques terroristes du 11 septembre, l'administration Bush a sollicité la coopération de Beijing en matière d'intelligence anti-terroriste, de respect de la loi, de questions de prolifération, mais a fait peu de chemin et encore moins une percée<sup>18</sup>.

Alors que le président Clinton n'a prêté qu'une attention peu enthousiaste à la défense antimissile – tout en faisant preuve de beaucoup d'éloquence sur la menace de missiles provenant d'États révisionnistes telle la Chine mais aussi d'« États voyous<sup>19</sup> » tels la Corée du Nord, l'Iran et l'Iraq – l'administration de George W. Bush a accordé une haute priorité à la fois au système NMD, en principe, ainsi qu'à la menace posée par les États voyous<sup>20</sup>, en particulier. Le débat sur la défense antimissile qui a repris aux États-Unis dans les années 90 a eu lieu dans un contexte de confiance constamment sapée dans les accords sur la maîtrise des armements. On en retrouve l'expression la plus claire dans le rejet par le Sénat du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires en octobre 1999. Le rapport officiel présenté le 15 juillet 1998 par Donald H. Rumsfeld, actuellement secrétaire à la Défense, est la pierre angulaire de la politique de défense antimissile de l'administration Bush. Plusieurs des sujets importants du rapport font partie du *Quadrennial Defense Review*<sup>21</sup> de 2001. Considérés conjointement avec le *Nuclear Posture Review* commandé par le Congrès, ces rapports démontrent la détermination américaine d'atteindre la plus grande souplesse militaire possible dans un contexte de sécurité internationale caractérisé par l'agitation et l'incertitude.

Comme nous l'avons dit plus haut, les attaques terroristes du 11 septembre ont renforcé l'engagement de l'administration. Le *QDR* annonçait une nouvelle orientation et une

revitalisation du programme de défense antimissile, « passant d'un point unique d'approche " nationale " de défense antimissile à des recherches élargies, un développement et une volonté d'essais qui visent le déploiement de défense antimissile par couches » pour protéger les forces d'intervention lointaine, le territoire des États-Unis et les amis et alliés des Américains<sup>22</sup>.

En annonçant son retrait du Traité ABM en décembre 2001, Washington montrait une fois pour toutes que le traité n'avait plus de pertinence à l'égard des priorités américaines en matière de sécurité au lendemain de la guerre froide. Malgré les avertissements de Moscou, le Traité de Moscou signé par les présidents Bush et Poutine en mai 2002 témoigne probablement qu'on était plus conscient de ce fait en Russie qu'il en était évident parmi les critiques de Washington à l'Ouest<sup>23</sup>. L'ABM faisait de nécessité vertu, mais l'apparition de technologies qui rendaient la défense antimissile plus vraisemblable que jamais sur le plan pratique – ajoutée à la nature des nouvelles menaces de missiles – donne un profil fondamentalement nouveau sur la question d'une politique de sécurité responsable. Tant que la dissuasion était le meilleur des choix, y adhérer n'était pas forcément irresponsable. Comme le souligne l'une des études les mieux documentées sur la politique nucléaire américaine des années 90, « choisir de fonder indéfiniment la dissuasion sur la menace de déclencher un holocauste nucléaire est immoral » et « le refus d'explorer des solutions de rechange possibles est étrange<sup>24</sup> ». Pour les États-Unis la politique de défense antimissile est un engagement. En considération de sa robustesse depuis le milieu des années 80 jusqu'à ce jour, on peut conclure – prudemment – que Washington y restera engagée sous une forme ou une autre. La question pratique et politique concerne vraiment la formulation qu'elle prendra et où cela mènera.

Ce que les adversaires de la défense antimissile affirment le plus fréquemment, c'est que le déploiement de missiles antimissiles par les États-Unis suscitera une nouvelle course internationale aux armements. Une telle attitude est sûrement possible de la part de grandes puissances comme la Russie et la Chine mais, il n'y a pas de menace *inhérente* contre les principes internationaux de non-prolifération, qui découle du progrès technologique lié à la défense antimissile. Une option pour la défense n'est pas en soi une option contre la dissuasion. Après avoir essayé sans succès de persuader l'administration Bush de respecter le Traité ABM, le président Poutine s'est senti contraint au point de vue politique de ne pas augmenter les armes offensives russes, mais au contraire, d'y faire des coupes considérables selon les termes du Traité de Moscou<sup>25</sup>. Poutine aurait préféré une révision du Traité ABM, mais des contre-mesures

comme l'augmentation d'armes offensives apporterait peu de bénéfices stratégiques et seraient pénibles et coûteuses pour un gouvernement aux prises avec les problèmes actuels de la Russie<sup>26</sup>.

De plus, l'état-major militaire et les dirigeants civils de Russie sont conscients de la nature des craintes de l'Ouest. Dès 1995 une tendance dangereuse vers la prolifération chez les pays en voie de développement était bien amorcée. Une politique de réplique devrait obligatoirement suppléer aux mécanismes traditionnels de non-prolifération tels le TNP et le RCTM par des programmes pour contrer efficacement les nouvelles menaces, y compris la contre-prolifération<sup>27</sup>. Le RCTM en particulier est fondé sur des suppositions en partie erronées au sujet de ce qu'il faut pour fabriquer des missiles balistiques et de croisière. Ce qui est frappant dans les tendances des années 90 est le fait que les pays en quête de moyens balistiques n'avaient pas besoin d'être à la fine pointe de la technologie pour atteindre cet objectif<sup>28</sup>. L'Iraq n'est pas unique. La Syrie a conçu et produit ses missiles Scud-B qui forment le pivot des calculs stratégiques syriens vis-à-vis d'Israël. En juillet, l'Iran a testé avec succès le missile Shihab-3 pendant que les chefs israéliens et palestiniens négociaient à Camp David<sup>29</sup>. Néanmoins, le fait que les accords de non-prolifération traditionnels n'aient pas empêché la menace des missiles de s'amplifier ne nous oblige pas à nous en défaire pour autant.

Une approche raisonnable à la politique de défense antimissile est de la considérer comme une réplique parmi tant d'autres à toute la gamme des menaces perçues contre la paix internationale, qui pourrait aider à revitaliser et à renouveler les principes de la non-prolifération. Premièrement, lorsque la dissuasion échoue, la défense antimissile peut protéger les centres urbains contre les missiles munis d'ADM. Les défenses antimissiles sont alors un filet de sauvetage en cas d'échec de la dissuasion, surtout si l'adversaire n'est armé que d'un petit nombre de missiles, comme c'est le cas de la plupart des États voyous. Elles sont peut-être aussi un moyen de dissuasion moins traditionnel. Même le cas de la protection limitée d'Israël par les missiles Patriot des États-Unis pendant la guerre du Golfe a empêché Tel-Aviv d'user de représailles envers l'Iraq --- ce qui aurait peut-être eu des conséquences catastrophiques. Deuxièmement, la capacité de défendre des forces d'intervention lointaine dans des opérations relevant de l'OTAN ou de l'ONU contre les missiles d'un belligérant local pourrait être capitale pour la volonté politique de la communauté internationale cherchant à montrer sa puissance dans le cadre de missions humanitaires, de maintien de paix et de rétablissement de la paix. En fait, une capacité TMD pourrait à la longue devenir déterminante pour légitimer dans les pays de l'Ouest des actions militaires multilatérales qui dans les années 90 étaient considérées moralement justifiables mais

risquées sur le plan politique. Troisièmement, la coopération internationale en matière de TMD pourrait servir de moyen d'améliorer les rapports entre des adversaires possibles. C'est précisément ce qu'ont proposé un jour le président Eltsine et d'autres représentants russes cherchant à promouvoir la coopération avec les États-Unis en matière de défense antimissile. Considérés tous ensemble, ces arguments en faveur de défenses antimissiles efficaces peuvent contribuer aux mesures de non-prolifération traditionnelles, « spécifiquement, en diminuant l'utilité militaire et politique que plusieurs États attribuent aux missiles », et « par ce fait réduire le goût de les acquérir<sup>30</sup> ». Ce principe, dissuasion par interdiction, refuse à un adversaire la capacité d'atteindre ses objectifs par des moyens militaires — ou au moins diminuent l'efficacité de ces moyens.

Dans le contexte international actuel un choix entre principes de dissuasion et de défense n'est pas réaliste et pas du tout utile dans la cause assiégée de la non-prolifération. Dans un récent article sur la menace que le missile de croisière représente pour les États-Unis, Daniel O'Hanlon a conclu que :

Si nous laissons de côté, comme nous le devrions, les deux arguments d'impossibilité technologique et d'inévitabilité technologique et si nous acceptons que les ressources pour la défense sont beaucoup plus élastiques pendant une crise nationale que presque chacun de nous pense qu'elles le sont en temps normal, la question de défense contre le missile de croisière entre alors dans le contexte familier de jugements politiques sur des besoins compétitifs<sup>31</sup>.

Les défenses antimissiles ont quelque chose à proposer contre un danger réel et grandissant. Il faut que les gouvernements se penchent sur la question des ressources financières et du capital politique qu'ils sont prêts à engager pour le genre de sécurité que les défenses antimissiles nous accordent aujourd'hui et pourraient offrir à l'avenir. Ils doivent en d'autres mots opter pour la défense antimissile comme choix politique, plutôt que comme argument politique.

### **III- Défense antimissile et surveillance mondiale**

Invoquant le motif de la défense antimissile, on fait actuellement des recherches et on développe, aux niveaux régional, stratégique et des théâtres d'opérations, une variété de systèmes pour la détection et l'interception des missiles. Une « architecture » nationale de défense antimissile détaillée préconisée par l'administration Bush est de loin la plus ambitieuse, en principe axée sur

un bouclier « astrodôme » pour les États-Unis pour contrer toute attaque de missiles balistiques de toutes sortes. Un tel système comprend trois phases : une phase de propulsion, une phase à mi-parcours et une phase terminale des technologies. Les critiques de l'administration de ce programme, pas du principe de la défense antimissile, indiquent qu'actuellement, le progrès des technologies est inégal<sup>32</sup> dans ces trois volets. Le système NMD des États-Unis, actuellement en développement, comporte radar ou satellites (détection et alerte lointaine de défense aérienne); des radars au sol pour la détection des ogives et des leurres (poursuite); des fusées à étages à propulsion avec intercepteur de missiles lancées de silos souterrains et armées d'un véhicule de destruction exoatmosphérique qui se déploie après avoir été propulsé à haute vitesse par sa fusée à étages (interception). Parce que le véhicule tueur ne contient pas d'ogive et est conçu pour détruire sa cible par la simple force de son impact, il est essentiel d'identifier précisément la cible et de la différencier de tout autre leurre de contre-mesures si l'on veut une interception réussie.

L'élément le plus fiable du système est sa composante d'alerte lointaine, composée d'un radar, d'un satellite ou des deux<sup>33</sup>. Un système de théâtre peut contenir un bouclier de missiles applicable à une région donnée et constituer à la fois le premier élément d'un système d'entrave contre les missiles. Il y a deux principaux avantages à promouvoir la détection en phase de propulsion d'une part, et d'autre part, la TMD – l'un diplomatique, l'autre pratique. Un tel système risque de moins soulever l'opposition de la Chine et de la Russie, tout en constituant une défense contre des États voyous ayant des arsenaux plus modestes dans les régions où les États-Unis, leurs alliés et les Nations Unies pourront avoir déployé des forces. Par conséquent, on peut considérer, à long terme, la TMD comme premier jalon de la technologie de la défense antimissile car elle pourrait bien mener à des plans d'action plus ambitieux dans une architecture multidimensionnelle de la défense antimissile. À court terme, cela représente la symbiose parfaite de la défense et de la dissuasion. Cela pourrait protéger les forces expéditionnaires multilatérales participant à des opérations de paix, contre une attaque au missile dans des emplacements régionaux tout en laissant la dissuasion nucléaire l'élément stabilisateur principal entre les États-Unis et les grandes puissances que sont la Chine et la Russie.

Les gouvernements avec des forces impliquées dans des opérations humanitaires et de paix devraient étudier la TMD attentivement. Les gouvernements européens deviennent plus sensibles aux menaces de l'« arc d'instabilité » qui s'étend du Moyen-Orient et du golfe Arabo-Persique jusqu'en Afrique du Nord. Après tout, des régions de l'Europe du Nord sont dans la mire des missiles de l'Iran ou de l'Iraq à une distance de plus de 3 500 km<sup>34</sup>. Un système TMD pour la

défense contre les missiles balistiques avec une portée moindre qu'intercontinentale serait moins controversée politiquement et diplomatiquement qu'un système « global » qui protégerait l'Amérique du Nord et l'Europe. Un système relativement modeste engendrerait des coûts moindres et occasionnerait moins de pression sur les budgets des États participants. Il aurait aussi l'avantage d'éviter la controverse que le déploiement d'un système plus vaste pourrait susciter avec la Chine et la Russie quant à leurs positions respectives dans l'équilibre stratégique global. Une défense contre les missiles de théâtre pourrait protéger les ports et les villes contre les missiles à courte portée et, dans certaines conditions, contre les missiles stratégiques. De plus, cela pourrait protéger les troupes de l'OTAN déployées dans des zones de conflit ou près de celles-ci, la région des Balkans venant à l'esprit comme une mission de sécurité européenne à long terme qui pourrait être mise en péril ou terminée à cause de sa vulnérabilité à l'attaque de missile. Le progrès de la technologie de défense antimissile et l'orientation du changement en matière de sécurité internationale mènent à la question de la viabilité des opérations humanitaires, réalité qui devrait orienter toutes les discussions sérieuses de la défense antimissile dans le temps présent vers la dimension théâtre d'opérations. Cela est aussi vrai pour les États non-européens de l'OTAN tel le Canada, compte tenu de sa participation continue aux opérations de la paix<sup>35</sup>.

Parmi les systèmes de théâtre qui peuvent constituer un bouclier pour les opérations de la paix multilatérales, mentionnons le système Aegis de la Marine américaine, la défense haute altitude de théâtre d'opération (THAAD), le missile Patriot à capacité perfectionnée (aujourd'hui appelé PAC-3) et le système principal de missile anti-aérien (PAAMS)<sup>36</sup>. Mais d'autres systèmes sont aussi en développement. En juin 2001, l'OTAN a choisi deux équipes industrielles pour étudier l'avenir de la coopération transatlantique. La coopération américaine avec l'Allemagne et l'Italie vis-à-vis du Système de défense élargi à moyenne portée (MEADS) a survécu à de nombreux revers tandis que l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas étudient la possibilité de collaborer au développement de systèmes de missiles tactiques embarqués et l'Italie élabore des programmes de défense « couche basse » avec la Turquie<sup>37</sup>. On pourrait éviter beaucoup de contestation politique vis-à-vis des installations au sol si l'on utilisait la technologie Aegis pour la défense de théâtre moyennant un système à couches multiples. Le projet de plates-formes Aegis déployées dans la partie est de la Méditerranée, la mer Baltique, la Manche ou l'Atlantique Nord comblerait le « vide » entre les systèmes d'intervention lointaine et ceux à mi-parcours basés aux États-Unis pour leur propre sécurité<sup>38</sup>. De plus, de récentes études indiquent que la menace contre les forces expéditionnaires et celles de maintien de la paix sont peut-être plus grandes de la part des missiles de croisière et des véhicules aériens télépilotes (UAV) que des missiles balistiques, pour autant

que les deux puissent être disponibles à toute une gamme d'adversaires anodins : États voyous, barons de la drogue et terroristes<sup>39</sup>. Une fois de plus, la nécessité d'un bouclier antimissiles pour les régions et les théâtres d'opérations est bien plus urgente que le programme NMD<sup>40</sup>.

Dans un système de défense antimissile multi-couches, les capteurs de détection lointaine TMD pourraient constituer la première couche d'un système intégré de surveillance mondiale. Les données d'installations radar et de capteurs spatiaux bien dispersés peuvent, après tout, servir à détecter précisément tout objet volant. John Steinbruner a noté que les États-Unis et leurs alliés sont actuellement les seuls pays qui ont la technologie et les ressources financières voulues pour entreprendre l'élaboration d'un système de surveillance mondiale, ce qui signifie qu'ils sont en mesure d'en prescrire l'objectif<sup>41</sup>. L'examen approfondi du volet « détection lointaine » de la défense antimissile laisse prévoir une transparence et un renforcement de la confiance parmi des adversaires potentiels. Les actifs de surveillance spatiale sont particulièrement gênants. « À un certain point dans le spectrum de développement et pas très loin de ce qui a déjà été accompli, cite Steinbruner, le degré d'indiscrétion introduira des nouvelles formes d'interaction militaire qui sauront générer des nouveaux principes de sécurité<sup>42</sup>. » Les objections des États émergents possesseurs de missiles contre une surveillance mondiale peuvent être dissipées en les rendant bénéficiaires de celle-ci. La surveillance mondiale a donc un potentiel considérable en tant que mécanisme de renforcement de la confiance et de la sécurité. Les signataires du Régime de contrôle de la technologie (RCTM), devraient épouser la TMD dans le but d'assurer les opérations d'intervention multilatérales, tout en faisant la promotion, sur le plan diplomatique, d'une surveillance mondiale au sol et dans l'espace faisant partie intégrante du système NMD dans le but de rehausser la transparence auprès des États dotés de capacités de missiles balistiques. L'acceptation ou le rejet d'une surveillance mondiale parmi les nouveaux États qui possèdent des missiles pourraient en effet différencier plus précisément les États voyous des États qui ont développé des missiles seulement à des fins de défense et de dissuasion.

Certains capteurs sont connus d'un large éventail de programmes civils et militaires en voie de développement, alors que d'autres sont propres à la défense antimissile. Un radar déployé à l'avant basé au sol comme le radar en bande X est multifonctionnel et fournit les données de suivi de cible. Un radar à haute fréquence et perfectionné ajoute de l'information détaillée pour mieux distinguer les véritables ogives antimissiles des leurres. Les radars d'alerte lointaine améliorés (UEWR) sont des radars à éléments en phase capables de déceler et de suivre les missiles en plein vol avant de repérer une bande X précise. Par contre, les systèmes infrarouges basés dans l'espace

(SBIRS) donnent au système de défense antimissile une capacité transhorizon permettant une détection plus précoce du tir de missile, bien avant qu'un radar basé au sol puisse en faire autant. Ce qu'il faut retenir c'est que la technologie pour déceler et suivre les capteurs est diverse et avance rapidement alors que la technologie pour intercepter les capteurs est moins diverse et moins évoluée. Ceux qui doutent de la viabilité de la défense antimissile doutent avant tout de la fiabilité du véhicule tueur d'interception, mais les capteurs sont une composante « make-or-break » de tout système de défense<sup>43</sup>.

L'idée d'une surveillance mondiale n'est pas nouvelle. En 1991, la première administration Bush a proposé un programme de protection à l'échelle mondiale contre des attaques limitées (GPALS). Le programme GPALS est aujourd'hui désuet, mais la notion d'une surveillance mondiale pour la sécurité contre les armes de destruction massive (ADM) livrées par des missiles reste attrayante, particulièrement à cause du problème de la prolifération. La possibilité que des organisations terroristes et les États qui les hébergent puissent utiliser des missiles balistiques rudimentaires a augmenté l'intérêt d'exercer une surveillance mondiale et une coopération internationale à ce chapitre. La Russie, un État coupable de prolifération délibérée et insouciante, mais perturbée par des terroristes et des régimes parias armés de missiles, pourrait jouer un rôle central à cet égard<sup>44</sup>. Aujourd'hui, la collaboration entre les États-Unis et la Russie est représentée par un projet de satellite d'observations russo-américain (RAMOS), le successeur de la GPALS. Le lieutenant général Ronald T. Kadish, directeur de l'U.S. Missile Defense Agency, décrit le RAMOS comme une « initiative de recherche et de développement à capteur de détection lointaine implanté dans l'espace, qui engage les développeurs de satellites d'alerte lointaine dans une définition commune d'expériences aériennes et spatiales<sup>45</sup> ». Le projet RAMOS a une histoire compliquée due, en partie, au changement de définition de son but, de part et d'autre. Récemment, la Russie était encore donnée en exemple par le sous-secrétaire d'État à la Défense, Paul Wolfowitz, pour son potentiel à partager les données d'alerte lointaine et sa participation au développement de technologies de défense antimissile<sup>46</sup>.

En outre, les possibilités d'une collaboration internationale pour les capteurs d'alerte lointaine et les capteurs spatiaux sont importantes à la lumière de l'état naissant de technologies nouvelles et diverses et des problèmes qui y sont rattachés même dans les programmes les plus favorisés. Le projet SBIRS, piloté par le Pentagone depuis le milieu des années 90 est criblé de coûts excessifs, est financièrement instable, connaît des conflits de gestion et est en butte à des « exigences du système bien mal priorisées<sup>47</sup> ». Au printemps 2002, des parties du projet étaient menacées d'être



complètement annulées<sup>48</sup>. Il y a suffisamment de raisons de croire que les aspects des capteurs d'alerte lointaine et spatiaux du programme NMD devront faire face à des priorités en évolution constante.

Qui plus est, les États-Unis auront un choix à faire entre les dépenses pour remplacer leurs systèmes nucléaires offensifs et celles dédiées à l'amélioration de la capacité du système NMD, tout en supportant les coûts de la guerre contre le terrorisme chez eux et à l'étranger. L'appétit connu de l'administration Bush pour l'unilatéralisme peut être mitigé par le fardeau financier et politique de plus en plus lourd des défis qui s'y rattachent. Mais également, la tendance au changement au sein du régime de la NCAD sera portée vers une acceptation grandissante de la défense antimissile comme un fait de la vie plutôt qu'une hypothèse déstabilisante. On assiste, à l'échelle internationale, à une évolution marquante de la pensée sur la sécurité des armes nucléaires et les autres armes de destruction massive. On y remarquera graduellement un plus grand équilibre entre la dissuasion et la défense comme agents déterminants pour la cause de la non-prolifération.

Dans cette optique, il n'y a pas de menace inhérente au régime de la NCAD issue de l'avancement de la technologie de la défense antimissile. À vrai dire, si la recherche et le développement de telles technologies sont combinés à une diplomatie insistant sur ses bénéfices potentiels pour la sécurité mondiale, la défense antimissile peut donner un nouveau souffle de vie et une prescience du contrôle des armements.

#### **IV- Conclusion**

La défense antimissile devrait être considérée en termes de bénéfices politiques et diplomatiques possibles plutôt que de la perspective théologique partagée également par ses passionnés et ses détracteurs. Les pays participant aux opérations de paix multilatérales sont intéressés par les systèmes TMD qui garantissent la sécurité des missions interventionnistes contre une attaque de missiles balistiques et de croisière; cependant, les défauts du RCTM rendent l'évolution des technologies de surveillance mondiale intégrées au système NMD aussi intéressante pour les pays qui ont une tradition de mainmise sur le contrôle des armements. Le Canada qui s'est toujours porté volontaire pour les missions de paix outre-mer et qui partage aussi une ligne de côte et des espaces aériens avec les États-Unis d'une manière qui ne s'applique à aucun autre allié de

l'OTAN --- ne peut se permettre d'éviter le défi que pose la défense antimissile de laisser filer les occasions offertes.

Quelle que soit son incarnation, la défense antimissile ne peut procurer aux États-Unis et à leurs alliés une sécurité hermétique contre les ADM, mais l'engagement de Washington est ferme. La pensée de l'administration Bush sur l'architecture précise d'un tel système n'est pas claire. L'ambiguïté a plus à voir avec l'immaturation relative de la technologie disponible qu'avec un manque de franchise dans les intentions de l'administration<sup>49</sup>. En outre, les interprétations des menaces contre les États-Unis et leurs alliés se sont élargies si radicalement depuis le 11 septembre que l'ordre d'importance du système NMD parmi les priorités de défense et de sécurité de Washington n'a rien du tout d'immuable. Avant les attaques du 11 septembre, un sondage mené par le Pew Research Center révélait que l'opinion publique sur les défenses antimissiles allait d'ambivalente à négative; après les attaques, le même organisme a découvert que le public préférerait une action offensive et préventive à une défense de la patrie comme étant la meilleure réplique au terrorisme<sup>50</sup>. En d'autres mots, la politique de première frappe du président Bush a un appui potentiel dans le public américain mais l'attrait populaire des défenses antimissiles parmi la gamme des options en matière de politiques de sécurité pour les États-Unis est relativement faible. À mesure que le débat porte de plus en plus sur l'aspect coûts-avantages, les défenseurs d'un programme ambitieux de défense antimissile vont sûrement trouver la route plus ardue. En effet, la résistance du Congrès s'accroît déjà, témoin la préoccupation incessante du Senate Armed Services Committee vis-à-vis des différents projets de recherche NMD de l'administration --- notamment dans le domaine de l'« intégration des systèmes » visant à fusionner les différentes technologies dans un seul système<sup>51</sup>.

Dans le contexte actuel en matière de sécurité internationale, la dissuasion, la défense et la diplomatie représentent des aspects complémentaires dans les efforts multilatéraux pour venir à bout de la prolifération de missiles, quelle que soient en théorie les tensions naturelles entre elles. L'orientation incertaine et le rythme du progrès scientifique et la politique intérieure de défense antimissile aux États-Unis témoignent de la probabilité que l'administration Bush réexaminera l'insistance qu'elle a mise sur le principe de défense et les ressources financières qu'elle a accordées au système NMD<sup>52</sup>. Pour les États démocratiques ayant une capacité nucléaire, la dissuasion restera efficace contre un bon nombre d'adversaires qui ont acquis récemment des capacités élémentaires dans le domaine des missiles. Mais l'expérience de la dernière décennie dans la prolifération et l'emploi de missiles est telle que ce serait une folie de ne pas poursuivre à

court terme des technologies comme la TMD qui peuvent servir de bouclier aux opérations de paix dans les régions instables les plus dangereuses. Aussi serait-il irresponsable de ne pas préconiser à long terme un système de surveillance mondiale pour des raisons de transparence et de renforcement de la confiance chez des adversaires potentiels. Ce dernier objectif exige avant tout une diplomatie créative pour dépasser les limites des moyens traditionnels de contrôle des armements tels le RCTM et le TNP, probablement pour fixer l'attention internationale sur les États qui revêtent un intérêt particulier mais sûrement pour favoriser la coopération parmi les États qui cherchent à partager des données d'alerte lointaine dans la recherche de transparence et de calculabilité.

Enfin, tout n'est pas perdu pour le contrôle traditionnel des armements. Malgré les faiblesses du RCTM, des États de régions aussi volatiles que le Moyen-Orient, tels l'Égypte et l'Iran, ont fait de nombreux pas vers l'acceptation de son esprit et de ses grandes lignes<sup>53</sup>. La transparence qu'offrent les systèmes de surveillance mondiale devrait être incorporée dans un RCTM multilatéral, bien élargi et repensé, adapté avant tout pour rehausser la confiance et la calculabilité chez des adversaires potentiels, tout en identifiant et isolant les États qui refusent de coopérer dans un régime de vrais bénéfices mutuels. Comme cartel de fournisseurs, le RCTM est un échec pour la cause de la non-prolifération.

La réalité est que les défenses antimissiles font nécessairement partie intégrante d'une réflexion responsable sur le contrôle des armements par des États civilisés dans un monde post-ABM - pour dégrader la valeur de missiles balistiques et de croisière pour les régimes parias et les terroristes, d'une part, et pour protéger les opérations de paix, d'autre part. Le partage de données d'alerte lointaine et le développement d'une surveillance mondiale, sous une forme limitée au début, offre la possibilité d'une sécurité encore accrue contre les ADM et leur prolifération.

---

<sup>1</sup> National Missile Defense (NMD) se rapporte à un système de missiles anti-balistiques basé au sol destiné à protéger les États-Unis contre les menaces de missiles balistiques limitées.

<sup>2</sup> L'expression « armes de destruction massive » (ADM) se rapporte normalement aux armes nucléaires, biologiques et chimiques et à leurs technologies correspondantes. Le Federal Bureau of Investigation emploie une définition plus élargie, à savoir une arme qui dépasse le seuil de l'ADM quand les effets de la décharge confondent les riposteurs locaux.

<sup>3</sup> Dov S. Zackheim, "Old Rivalries, New Arsenals: Should the United States Worry?," *IEEE Spectrum*, Vol. 36, mars 1999, pp. 30-31.

<sup>4</sup> L'Iraq a lancé des missiles Al-Hussein Scud contre Israël et l'Arabie saoudite. Même si les attaques étaient sans importance militaire, elles ont endommagé à peu près 4 000 bâtiments en Israël, ont causé de graves perturbations à la vie normale et des stress psychologiques chez les Israéliens, surtout à cause de la peur de l'utilisation par l'Iraq d'ogives chimiques. Les attaques ont eu un effet disproportionné sur la stratégie des alliés car environ 15 p. 100 de sa campagne aérienne a dû être employée à détruire les missiles irakiens sol-sol. Si l'on n'avait pas défendu Israël à l'aide de missiles antiaériens U.S. Patriot et de radars en réseau phasé pour fixer les missiles Scud, la riposte israélienne contre l'Iraq aurait pu transformer profondément la dynamique du conflit en détruisant l'unité établie entre l'Ouest et les États arabes. Voir Lawrence Freedman et Efraim Karsh, *The Gulf Conflict, 1990-1991: Diplomacy and War in the New World Order*, (Princeton: Princeton University Press, 1993), pp. 307-311; 331-361. Cependant, selon certains, la valeur du Patriot était plutôt politique que militaire. Bien que son emploi tint Israël à l'écart du conflit, son succès dans l'interception des missiles Scud était estimé, dans certaines études, comme n'étant pas plus élevé que 20 p. 100. Voir Theodore A. Postol, "Lessons of the Gulf War Experience with Patriot," *International Security*, Vol.16, No.3, 1991-92, pp. 119-171.

<sup>5</sup> Kissinger cité par Keith Payne, *Missile Defense in the 21<sup>st</sup> Century: Protection Against Limited Threats, Including Lessons from the Gulf War*, (Boulder: Westview, 1992), p.143.

<sup>6</sup> Sur ce point voir Keith Payne, "Post-Cold War Deterrence and Missile Defense," *Orbis*, Vol.39, no.2, 1995, pp. 201-224.

<sup>7</sup> Pat Towell, "Bush Wins on Missile Defense, But with Democratic Stipulation," *CQ Weekly*, 29 juin 2002, p. 1754.

<sup>8</sup> *Coming Into Range: Britain's Growing Vulnerability to Missiles and Weapons of Mass Destruction*, Un rapport du Missile Proliferation Study Group, p. 64. Le rapport a conclu qu'il serait dans les intérêts de la Grande-Bretagne « d'assurer l'appui et la participation du Royaume-Uni à un système américain de défense antimissiles balistiques » dont l'envergure et la capacité « pourrait être augmenté incrémentiellement »; et ses auteurs ont prévenu « qu'une hésitation persistante à ne pas prendre le sujet au sérieux » ne ferait qu'augmenter la vulnérabilité des villes britanniques et des forces armées. Pour le *Strategic Defence Review* voir <http://www.mod.uk/issues/sdr/intro.html> .

<sup>9</sup> House of Commons Official Report. Parliamentary Debates (Hansard) Vol.367, No.79, jeudi 3 mai 2001, p. 987. Douglas Barrie, "Hoon Divulges that U.K.'s View of WMD Defense Parallel's U.S.," *Aviation Week & Space Technology*, Vol.156, No.12, 2002, p. 30.

<sup>10</sup> La défense contre les missiles de théâtre (TMD) se rapporte aux stratégies et tactiques employées pour défendre une région géographique à l'extérieur des États-Unis contre l'attaque de missiles à courte portée, à portée intermédiaire ou à moyenne portée.

<sup>11</sup> Michael Krepon, "Moving Away From MAD," *Survival*, Vol.43, No.2, 2002, p. 84.

<sup>12</sup> Edward M. Whalen, "The Military Aspects of European Security," dans Carl C. Hodge Ed., *Redefining European Security*, (New York: Garland, 1999), p. 258. Voir aussi Ian O. Lesser, *NATO Looks South: New Challenges and Strategies in the Mediterranean*, (Santa Monica: RAND, 2000).

<sup>13</sup> Albert Wohlstetter, qui a contribué à développer la théorie, lui-même ne l'a jamais complètement acceptée, mais elle est néanmoins devenue la base conceptuelle de Washington en matière de stabilité stratégique et de contrôle des armements. Voir Marc Trachtenberg, *History & Strategy*, (Princeton: Princeton University Press, 1991), pp. 20-25. Pour des exemples de la théorie MAD voir Thomas Schelling and Morton Halperin, *Strategy and Arms Control*, (New York: Twentieth Century Fund, 1961) and Hedley Bull, *The Control of the Arms Race*, (London: Weidenfeld & Nicolson, 1961).

<sup>14</sup> Voir ses commentaires dans Ashton B. Carter and David S. Schwartz Eds., *Ballistic Missile Defense*, (Washington DC: Brookings, 1984), p. 400.

<sup>15</sup> David S. Yost, *Soviet Missile Defense and the Western Alliance*, (Cambridge: Harvard University Press, 1988), pp. 47-48. Colin Gray soutient que « les stratèges soviétiques ont toujours pensé que les défenses aériennes et de missiles étaient importantes » et qu'ils ont accepté les contraintes sur la défense contre les missiles balistiques en 1972 à cause de la non-concurrence de la technologie soviétique et « non à cause d'une opposition de nature stratégique et philosophique contre une défense active ». *Modern Strategy*, (New York: Oxford University Press, 1999), p. 341.

<sup>16</sup> Michael J. Mazarr, *Missile Defences and Asia-Pacific Security*, (New York: St. Martin's, 1989), pp. 3-6. Même dans l'environnement relativement stable de l'impasse des superpuissances, le régime ABM n'a évidemment pas pu livrer sa promesse d'accords élargis de contrôle des armements. Dans les 16 ans suivant la signature du Traité ABM, les Soviétiques ont déployé quatre nouveaux types de missiles balistiques intercontinentaux (ICBM), cinq nouvelles classes de sous-marins à missiles balistiques ainsi que cinq sortes de missiles lancés de sous-marins, tout cela en dépensant autant pour la défense stratégique que pour les systèmes offensifs. Alors, bien avant l'inauguration de Reagan, ces faits avaient offert aux États-Unis « le raisonnement basé sur la stratégie et le contrôle des armements pour reconsidérer son adhésion au Traité ABM ». Voir Robert M. Soofer, *Missile Defences and Western European Security: NATO Strategy, Arms Control, and Deterrence*, (Westport: Greenwood, 1988), pp. 87-102, p. 157.

<sup>17</sup> *The Economist*, 16 mars 1996, p. 39.

<sup>18</sup> Bingham Kennedy Jr., "Curbing Chinese Missile Sales: From Imposing to Negotiating China's Adherence to the RTCM," *Journal of Northeast Asian Studies*, Vol.15, No.1, 1996, pp. 57-69; Paul Mann, "No Breakthrough on Chinese Proliferation," *Aviation Week & Space Technology*, Vol.156, No.10, 2002, pp. 57-60.

<sup>19</sup> Un nombre de définitions ambiguës existent pour un terme qui s'est faufilé dans le langage diplomatique américain pendant l'administration Clinton. Ici, « État voyou » désigne un État qui a comme grande priorité la subversion d'autres États et qui fait la promotion de types de violence non conventionnels contre eux. Il ne réagit pas de manière prévisible à la dissuasion ni aux autres instruments de diplomatie et d'habileté politique. Voir Barry Rubin, "U.S. Foreign Policy and Rogue States," *MERIA Journal*, Vol. 3, No.3, septembre 1999.

<sup>20</sup> L'administration Clinton a annoncé qu'elle déciderait des si et comment au sujet d'un déploiement d'un bouclier antimissiles américain pendant l'été 2000, mais a fini par laisser la décision au successeur de Clinton.

<sup>21</sup> Executive Summary of the Report of the Commission to Assess the Ballistic Missile Threat to the United States, 18 juillet 1998 : <http://www.house.gov/hasc/testimony/105thcongress/BMThreat.htm> ; Department of Defense, *Quadrennial Defense Review Report*, 30 septembre 2001. La vision du QDR des priorités de la défense américaine repose en partie sur la spirale grandissante des défis posés aux É.-U. chez eux et outre-mer, avec comme conséquence une transformation de politique partant d'une politique basée

---

sur les menaces vers une planification fondée sur la capacité de défense. Les États-Unis sont moins préoccupés aujourd'hui par qui pourrait menacer leur sécurité et celle de leurs alliés que par la diversité croissante des modalités que prendront ces menaces, y compris une attaque aux missiles. Une défense basée sur la capacité ne peut qu'élargir la perspective stratégique de la politique de sécurité de tout État, mais cela exige d'énormes changements pour une superpuissance aux intérêts mondiaux.

<sup>22</sup> *Quadrennial Defense Review Report*, p. 42. Par ailleurs, la défense antimissiles, en particulier, et le contenu du *QDR*, en général, ne reflètent pas l'évolution totale de la réflexion sur les questions de sécurité se déroulant à Washington depuis le 11 septembre. Dans un discours adressé aux finissants de Westpoint, le président Bush a annoncé l'émergence d'une doctrine U.S. d'attaque *préventive* contre les terroristes et les États hostiles possédant des armes chimiques, biologiques ou nucléaires et qui sont jugés comme étant une menace pour les États-Unis. Remarks by the President at 2002 Graduation Exercise of the United States Military Academy, 1<sup>er</sup> juin 2002. *Washington Post*, 10 juin 2002, p. A01.

<sup>23</sup> Bien qu'il soit permis d'indiquer les défauts d'un accord qui ne contient aucune provision pour les armes qui seront retirées, il est également évident que le retrait américain du Traité ABM n'a pas provoqué jusqu'ici de la part de Moscou la réplique dont s'attendaient les détracteurs de Bush. Puisque la réaction négative au système NMD de la part des gouvernements de l'Europe de l'Ouest était motivée en grande partie par la crainte de la réplique russe, il est donc raisonnable de croire que leurs objections diminueront en raison de l'acquiescement russe. Ivo H. Daalder and James M. Lindsay, "Nuclear Treaty is all Style, No Substance," *NRC Handelsblad*, 21 mai 2002.

<sup>24</sup> David Goldfisher, *The Best Defense: Policy Alternatives for U.S. Nuclear Security from the 1950s to the 1990s*, (Ithaca: Cornell University Press, 1993) p. 271. See also Roger Handberg, *Ballistic Missile Defense and the Future of American Security*, (Westport: Praeger, 2002).

<sup>25</sup> Dana Milbank, "Bush, Putin Sign Nuclear Arms Treaty," *Washington Post*, 24 mai 2002, A1.

<sup>26</sup> *New York Times*, 22 février 2001, p. 1; *Washington Post*, 13 décembre 2001, p. A1; *Wall Street Journal*, 13 mai 2002, p. 1; Hannes Adomeit, "Putin und die Raketenabwehr: Moscows Haltung zu NMD dans Kontext der russisch-amerikanischen Beziehungen," *SWP-Studien*, septembre 2001.

<sup>27</sup> Keith B. Payne, "Post-Cold War Deterrence and Missile Defense".

<sup>28</sup> « Une technologie de bronze » suffit à se procurer un arsenal qui peut intimider un État voisin ou dissuader des forces d'intervention internationales par la menace d'une attaque aux ADM. Prenons le cas de l'Iraq : il suffit à démontrer à lui seul que trois suppositions des régimes anti-prolifération tels que le RCTM sont problématiques. Premièrement, les technologies élémentaires de missiles balistiques n'ont aucun contrôle international et ne sont peut-être pas contrôlables. Deuxièmement, les pays en voie de développement dotés d'une capacité militaro-industrielle modeste peuvent développer chez eux des missiles balistiques avec une charge ADM. Enfin, ce qu'il en coûte pour avoir contourné le RCTM ne suffit pas à décourager tous les pays d'en faire l'effort. Peter D. Zimmerman, "Proliferation: Bronze Medal Technology is Enough," *Orbis*, Vol.38, No.1, 1994, pp. 67-83.

<sup>29</sup> Aluf Benn, "Slowing the Missile Race," *Bulletin of Atomic Scientists*, Vol.58, No.1, 2002, pp. 21-23.

<sup>30</sup> Tous les facteurs militant en faveur de la défense antimissile sont cités par Keith Payne dans « Post-Cold War Deterrence ».

<sup>31</sup> Michael O'Hanlon, "Cruise Control: A Case for Missile Defense," *The National Interest*, No.67, printemps 2002, p. 93.

<sup>32</sup> Theodore Postol, "Why Missile Defense Won't Work," *Technology Review*, Vol.105, No.3, 2002, pp. 42-52.

<sup>33</sup> Les satellites orbitent à une altitude de 40 000 kilomètres et peuvent être placés au-dessus du même point de la surface de la terre, afin que lorsque deux satellites ou plus perçoivent le lancement d'un missile, ils traquent sa trajectoire comme sur un film de trois dimensions — jusqu'à ce que les fusées de lancement s'éteignent de 200 à 300 kilomètres d'altitude. Puisqu'un tel système de phase de propulsion utiliserait des intercepteurs rapides à courte portée positionnés à quelque cent kilomètres du site de lancement, ce serait dévastateur contre des pays émergents dont le territoire est restreint et des États voyous. Mais ce serait inapproprié comme défense contre des pays comme la Chine et la Russie. Ibid.

<sup>34</sup> Richard D. Sokolsky, "European Missile Defense --- Issues and Options," *Joint Force Quarterly*, automne/hiver 2001-2002, pp. 46-51.

<sup>35</sup> « Parce que les menaces posées contre les forces américaines outre-mer, les amis et les alliés sont de beaucoup supérieures aux menaces comparables contre le territoire des É.-U., observe Michael Krepon, « la défense contre les missiles de théâtre a pris beaucoup plus d'importance que la défense antimissiles sur le territoire national. » "Moving Away From MAD," pp. 84-85.

<sup>36</sup> Les fabricants européens de missiles et de radars ont dit qu'ils s'intéressaient avant tout à développer des capacités TMD avec la technologie qu'utilisent les systèmes de missiles et de radars éprouvés. Voir Paul Beaver, "Europeans Ready to Support U.S. Missile Defense Program," *Jane's at DSEI*, September 10, 2001; "Chirac für taktische Raketenabwehr," *Neue Zürcher Zeitung*, June 8, 2001, disponible à : <http://www.nzz.ch/2001/06/09>; pour le PAAMS voir <http://www.royal-navy.mod.uk/static/pages/2407.html> et <http://www.geocities.com/Pentagon/Bunker/9452/paams.htm>

<sup>37</sup> Sokolsky, pp. 48-49.; James M. Lindsay and Michael E. O'Hanlon, *Defending America: The Case for Limited National Missile Defense*, (Washington DC: Brookings, 2001), pp. 29-49. La défense avec les missiles à phase de propulsion offre la capacité de protéger les États-Unis et leurs alliés européens contre les menaces de missiles de toute portée. Cependant, c'est aussi sous plusieurs rapports, la forme la plus ambitieuse de défense antimissile et comprend des problèmes politiques, techniques et opérationnels. En plus, cela implique une technologie futuriste qui a encore à faire ses preuves, telle que le laser aéroporté (ABL); l'ABL et des avions d'escorte devront faire des patrouilles constantes pour être efficaces sur une base journalière en temps de paix. En d'autres mots, d'énormes dépenses sont comprises dans ses aspects technologiques et opérationnels. Le Traité ABM n'étant plus un facteur dans les projets de l'administration Bush, l'ABL est au nombre des projets technologiques qui seront examinés attentivement. Mais le rôle d'un système de phase de propulsion dans un système multi-couches --- en particulier son interopérabilité avec d'autres couches --- est à ce moment-ci moins qu'évident.

<sup>38</sup> Sokolsky, p. 49.

<sup>39</sup> Frances M. Lussier et al., *Army Air and Missile Defense: Future Challenges*, (Santa Monica: RAND, 2002).

<sup>40</sup> Si la menace des ADM continue à augmenter comme au cours de la dernière décennie, les États-Unis et leurs alliés pourraient trouver sage de développer une architecture à plusieurs échelons liée à un système de capteur/gestion de combat. Une défense à plusieurs échelons offre la possibilité de poursuite des cibles sans faille et signalisation, chaque échelon se fixant sur les missiles qui ont échappé à la détection ou la destruction par l'échelon précédent. David Gompert and Klaus Arnhold, *Ballistic Missile Defense: A German-American Analysis*, (Santa Monica: RAND/SWP, 2001), p. 11.

<sup>41</sup> John D. Steinbruner, *Principles of Global Security*, (Washington DC: Brookings, 2000), pp. 82-83.

<sup>42</sup> Ibid., p. 83.

<sup>43</sup> Rapport spécial "Sensors Make-or-Break Ballistic Missile Defense," *Military & Aerospace Electronics*, Vol.12, No.2, 2001, pp. 15-20; Postol, "Why Missile Defence Won't Work."

---

<sup>44</sup> Handberg, p. 64.; Reiner K. Huber, "Terrorismus und die Notwendigkeit einer globalen Raketenabwehr: Eine Möglichkeit zur Zusammenarbeit mit Russland?" *Politische Studien* Vol.53, mars/avril, 2002, pp. 61-70.

<sup>45</sup> Unclassified Statement of Lieutenant General Ronald T. Kadish, USAF Director, Missile Defense Agency, before the Senate Appropriations Committee Defense Subcommittee regarding the FY03 Missile Defense Budget, Wednesday, 17 avril 2002, p. 26.

<sup>46</sup> United States Department of Defense, document préparé sur la défense des missiles par le sous-secrétaire à la Défense Paul Wolfowitz au Combined Procurement et R&D Subcommittees of the House Armed Services Committee, 27 juin 2002.

<sup>47</sup> Robert Wall, "New Space-Based Radar Shaped by SBIRS Snags," *Aviation Week & Space Technology*, Vol.156, No.7, 2002, p. 30.

<sup>48</sup> Michael Mecham and Robert Wall, "It's High Noon for SBIRS-High," *Aviation Week & Space Technology*, Vol.156, No 14, 2002, pp. 85-88; Stan Crock, "Eagle --- or Albatross?" *Business Week*, 13 mai 2002, pp. 82-83.

<sup>49</sup> James M. Lindsay and Michael E. O'Hanlon, "Missile Defense after the ABM Treaty," *Washington Quarterly*, Vol.25, No.3, pp. 163-176.

<sup>50</sup> Pew Research Center for the People & the Press/Council on Foreign Relations, "The View Before 9/11: America's Place in the World," 10 septembre 2001; Pew Research Center for the People & the Press, "Military Action a Higher Priority than Homeland Defense," 27 septembre 2001.

<sup>51</sup> Pat Towell, "Democrats Dubious About Missile Defense Management," *CQ Weekly*, 16 mars 2002, pp. 715-717; Lindsay et O'Hanlon, "Missile Defense after the ABM Treaty," p. 173; *Wall Street Journal*, 26 juin 2002.

<sup>52</sup> Dean A. Wilkening, "Keeping National Missile Defense in Perspective," *Issues in Science & Technology*, Vol.18, no.2, 2002, pp. 50-59.

<sup>53</sup> Benn, "Slowing the Missile Race," p. 23.



LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01042907 7

DOCS

CA1 EA365 2003N12 FRE

Hodge, Carl Cavanagh

La NCAD : defense et dissuasion  
dans un monde post-ABM

17986621

**PRISI**  
PROGRAMME DE RECHERCHE ET D'INFORMATION  
DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Direction de la non-prolifération, du contrôle  
des armements et du désarmement  
Édifice Lester B. Pearson  
125 promenade Sussex  
Ottawa, Ontario  
K1A 0G2

FAX : (613) 944-3105

COURRIEL : [isrop-prisi@dfait-maeci.gc.ca](mailto:isrop-prisi@dfait-maeci.gc.ca)

SITE WEB : [http://www.dfait-maeci.gc.ca/  
foreign\\_policy/arms/security-fr.asp](http://www.dfait-maeci.gc.ca/foreign_policy/arms/security-fr.asp)

**ISROP**  
INTERNATIONAL SECURITY RESEARCH AND  
OUTREACH PROGRAMME

Non-Proliferation, Arms Control and Disarmament Division  
Lester B. Pearson Building  
125 Sussex Drive  
Ottawa, Ontario  
K1A 0G2

FAX: (613) 944-3105

E-MAIL: [isrop-prisi@dfait-maeci.gc.ca](mailto:isrop-prisi@dfait-maeci.gc.ca)

WEBSITE: [http://www.dfait-maeci.gc.ca/  
foreign\\_policy/arms/security-en.asp](http://www.dfait-maeci.gc.ca/foreign_policy/arms/security-en.asp)